

# 50 ans d'action publique en matière de culture au Québec

## Colloque – 4 et 5 avril 2011 – HEC Montréal

### Allocution de David Lavoie

Je ne suis pas un intellectuel. Et je ne suis pas non plus un artiste. J'ai étudié ici même, à l'École des Hautes Études Commerciales, au programme d'administration des affaires. Je suis un entrepreneur. Un entrepreneur engagé certes. Engagé dans les arts, du surcroît. Mais je suis peut être davantage un simple citoyen.

Au cours des dernières semaines, j'ai lu avec attention l'ensemble de la documentation préparée par les conférenciers qui ont pris part à ce colloque. La qualité des contenus proposés est vraiment remarquable.

Je découvrais là une conscience érudite des enjeux culturels de notre société québécoise, de même que des réflexions stimulantes et pertinentes sur nos identités individuelles et collectives. Je vous en félicite. Et je vous en remercie.

Alors qu'ai-je à dire de plus, moi, pour conclure ce colloque soulignant le 50<sup>e</sup> anniversaire du Ministère de la culture, des communications et de la condition féminine du Québec ?

Lorsque j'observe l'ensemble des allocutions des participants de ce colloque, je me trouve honnêtement dépassé. Je serais bien incapable de tenir un argumentaire aussi consistant que ceux que j'ai entendu, pour défendre mon point de vue sur la culture du Québec.

Mon travail de terrain, aussi inspiré et rassembleur soit-il, me paraît bien étroit au regard de vos observations. Pour tout dire, au terme de cet exercice, mes partis pris habituels m'apparaissent bien relatifs.

Ne sommes-nous pas d'ailleurs dans une ère de relativisme, qui permet à tous et à chacun de déballer sur la place publique leurs critiques et leurs aspirations, au nom de la liberté d'expression que nous chérissons tant ? N'est-il pas courant, aujourd'hui, de confondre les intérêts individuels et les intérêts collectifs ?

Aussi, permettez-moi de revenir à la base un instant.

Qu'est-ce donc que la culture ? Et je prendrai pour repère la définition du dictionnaire, qui est assurément un point de référence que nous partageons. Sur internet, le Larousse dit de la culture qu'elle est :

- (1) L'ensemble des phénomènes matériels et idéologiques qui caractérisent un groupe ethnique ou une nation, une civilisation, par opposition à un autre groupe ou à une autre nation;

ou encore,

- (2) Dans un groupe social, l'ensemble des signes caractéristiques du comportement de quelqu'un qui le différencient de quelqu'un appartenant à une autre couche sociale que lui.

En somme, la culture serait à la fois l'expression de l'appartenance à une collectivité et une distinction entre les classes sociales.

J'aimerais du coup souligner ceci : à l'exception de quelques invités étrangers – nous sommes tous, ici, québécois et nous appartenons tous à une certaine élite québécoise; scolarisée, dirigeante... ou culturelle, si je puis dire.

D'emblée, nous ne sommes pas représentatifs de la population du Québec. Toutefois, parce que nous cultivons un idéal démocratique, nous prenons le devoir de représenter les intérêts de l'ensemble de cette population, dans un esprit d'inclusion sociale et d'équité.

Ce n'est pas une mince tâche. Et il serait facile de l'oublier. Je le sais. Et vous le savez aussi.

Cela dit, je vous expose maintenant mes commentaires...

### **Premier commentaire : notre langue**

Il y a dix jours, j'étais assis dans l'autobus 55 qui m'amenait au nord de la ville. J'étais occupé à lire l'un des textes du présent colloque. Devant moi, il y avait deux indiennes et un québécois, visiblement de souche, visiblement de classe ouvrière. Près du métro Castelnau, le québécois se tourne vers l'une des indiennes et lui demande simplement : Parlez-vous français ?

L'indienne lui répond : Sorry. I don't understand.

La question, bien qu'impromptue, m'est apparue légitime. Et la réponse : décevante.

Honnêtement, bien que ma conscience du monde s'alimente constamment de la multiplicité des points de vue, il y a un sujet qui suscite en moi un parti pris plus radical au fil du temps, et c'est l'importance de notre langue française.

Si l'inclusion sociale peut avoir un socle, c'est assurément celui d'une langue qui soit utilisée par l'ensemble de notre population. Une langue est un outil, une technique, qui permet à chacun d'entrer en relation avec ses concitoyens.

La langue est une qualité intrinsèque de la culture. Une langue porte en elle le sentiment de notre appartenance à cette culture. Une langue véhicule nos valeurs. Une langue nous permet d'échaffauder nos aspirations collectives.

Je suis donc étonné que le présent colloque n'ait pas accordé une place importante à la langue, sujet qui est d'ailleurs de toute évidence évacué des priorités politiques du Québec, depuis plus d'une décennie.

Pour ma part, j'aimerais m'exprimer et être compris en français, partout sur notre territoire. Et je répèterai la citation d'Edmond de Nevers, que nous proposais monsieur Grandmont, en ouverture de ce colloque : "Quand nous aurons retrouvé le culte de la langue française, nous serons au niveau des autres peuples. Nous pourrons produire et créer. Nous aurons à notre service toute la puissance de la langue."

Qui doute de la portée de cet énoncé ?

Et qui pense que cet enjeu n'est pas névralgique pour notre avenir ? Pour la cohésion de notre société ?

## Deuxième commentaire : la participation citoyenne

Depuis quelques années, on fait grand état de l'importance de soutenir la demande pour les arts, considérant le foisonnement de l'offre. Et on préconise souvent l'implantation de mesures économiques pour favoriser la croissance de cette demande.

L'économie serait-elle donc le remède à tous les maux ?

Le parlement canadien publiait en avril 2010 une étude intitulée La participation électorale des jeunes au Canada, qui se conclut ainsi : " Depuis 1984, l'analyse de la tendance de la participation électorale des jeunes électeurs semble indiquer que le simple fait de vieillir n'augmentera pas la propension à voter, comme cela a pu être le cas pour les générations précédentes. De plus, ces générations de jeunes abstentionnistes vieillissent et remplacent les générations plus âgées, plus susceptibles de se rendre aux urnes. Cette tendance laisse croire que le taux de participation global continuera de diminuer."

Taux de vote en 2008 : moyenne de la population = 58%. Chez les 18-24 ans = 37%.

En somme : ma génération et les suivantes considèrent qu'elle ont tous les droits... mais pas le droit de vote, qui est pourtant le premier devoir du citoyen.

Peut-être, alors, devrions-nous payer les électeurs, pour qu'ils se donnent la peine d'aller voter ?

Ce que je souhaite mettre en perspective ici, c'est le désengagement des générations montantes à l'égard du domaine politique. Et je ne crois pas qu'aucune mesure économique ne puisse inculquer la valeur de cet engagement social.

À qui la faute? La question est entière. La responsabilité est partagée. Mais je crois que les deux référendums que nous avons perdu ont participé à éteindre le désir d'engagement des générations montantes, comme ils ont pu rendre amer les générations qui ont souhaité cette indépendance. L'échec est toujours douloureux.

Que le Colloque du 50<sup>e</sup> du Ministère de la culture ne fasse nullement mention des référendums de 1980 et de 1995 n'est-il pas une preuve éloquente de la fissure qu'ils ont engendré au sein de notre population? Puis-je seulement évoquer ce sujet, sans créer d'inconfort ?

Qu'on me comprenne bien : ce que je pointe, c'est le déclin de l'engagement des générations montantes. Et, arrivé à ce point, je me questionne sur notre capacité à accroître la participation citoyenne à la culture, qui me semble directement reliée à l'engagement social.

Il n'y a pas de panacée pour résoudre cette équation. Mais il y a des solutions. Et l'éducation est certainement un chemin déterminant pour partager notre histoire, notre culture et nos valeurs aux nouvelles générations.

Nous savons former des travailleurs et des consommateurs. Nous apprenons maintenant à éduquer des citoyens plus soucieux de leur santé et de leur environnement. Mais nous devons encore apprendre à cultiver la solidarité et le sens de l'engagement.

Mais l'éducation sera encore insuffisante. La mise en marche d'un mouvement de participation citoyenne implique, j'en suis certain, l'adhésion à un projet de société.

En effet, comment pourrions-nous exiger un meilleur engagement social, une plus grande rigueur individuelle, sans proposer en retour une vision inspirante de notre société ? (Et je ne parle pas ici d'augmenter notre pouvoir d'achat!)

Ne serait-ce pas là, justement, l'un des rôles fondamentaux du Ministère de la culture, que de promouvoir les meilleures aspirations de notre collectivité ?

### **Troisième commentaire : l'Agenda 21 de la culture**

La démarche de l'Agenda 21 pourrait justement avoir l'étoffe d'un tel projet de société. Le Ministère nous informe d'ailleurs que cette démarche repose sur "la participation active et sur l'engagement de la société québécoise" et qu'elle doit "mener à l'appropriation de la culture par la société québécoise et se traduire par des engagements concrets des citoyens envers celle-ci".

Faire de la culture le quatrième pilier du développement durable – au même titre que l'économie, l'environnement et l'inclusion sociale – est assurément une proposition vertueuse et inspirante. Qui dira le contraire ?

Lorsque j'ai traversé la littérature accompagnant l'Agenda 21, j'ai toutefois été surpris de ne trouver les mots Art et Artiste qu'en de très rares occasions. Au Québec l'Art serait-il donc une chose indépendante de la culture ?

Je suis pourtant d'avis que les arts ont souvent, sinon toujours, été des précurseurs et des viviers du développement, du rayonnement et de l'adhésion collective à notre culture. Pensons au Refus global, aux œuvres de Gratien Gélinas et de Michel Tremblay, aux artistes qui ont participé aux mouvements artistiques féministes ou aux succès de diffusion internationale de nos artistes phares, tels que Robert Lepage, Carole Fréchette ou Wajdi Mouawad.

Aussi, lorsque j'observe le projet de l'Agenda 21, je me dis qu'il est nécessaire que ceux qui ont la cause de l'Art à cœur – les artistes en tout premier – s'intéressent et s'engagent dans cette démarche. Un tel projet ne doit pas se faire sans eux et j'oserai lancer la proposition suivante : pourquoi pas un Agenda 21 de la culture et des arts, puisqu'une distinction entre ces deux concepts s'impose ?

Ne serait-ce pas là l'occasion, du coup, de changer le paradigme dans lequel nous nous trouvons, en intimant la population à considérer sa relation aux arts et à la culture autrement que sur le plan de la consommation ?

Pour l'instant, l'Agenda 21 affirme que « les bénéfices sociaux de la culture peuvent être regroupés en trois catégories : la modification des comportements des individus dans le sens d'une plus grande socialisation; la mise en oeuvre de processus d'intégration ou de réinsertion sociale; la contribution de la culture à l'efficacité des services sociaux telle l'éducation ».

Je serais donc tenté d'ajouter quelque chose comme ce qui suit : « la fréquentation des arts participe à la définition de l'identité individuelle et collective. »

La fréquentation des arts n'est-il pas, après tout, un acte culturel – voire même – un acte citoyen ?

#### **Quatrième commentaire : le rôle et la valeur des artistes**

L'artiste est un chercheur de notre humanité. L'artiste est un rêveur et un visionnaire. L'artiste est un critique exigeant du monde dans lequel il vit.

L'artiste suscite l'admiration lorsqu'il connaît le succès. Mais l'artiste suscite aussi de l'envie – parfois même de la haine –, parce que nous estimons qu'il est choyé de vivre quelque peu en retrait des normes de notre société. Pourtant, qui d'autre est disposé à accepter l'exigence de cette marginalité?

Je travaille depuis plus de dix ans avec des artistes émergents. Et malgré la qualité et le succès national et international des projets qu'ils créent, leur rémunération demeure toujours indécente et préoccupante.

La très grande majorité de nos artistes vivent sous le seuil de la pauvreté, nous le savons. Au Québec, le milieu artistique est-il donc condamné à institutionnaliser la pauvreté ?

Il y a dix ans, le CALQ affirmait déjà qu'une ou deux générations d'artistes avaient été sacrifiées, vu leur incapacité à soutenir leurs projets et leurs compagnies. D'autre part, les écoles de formation artistiques diplôment chaque année des cohortes nombreuses, ce qui engendre une très forte concurrence lors de leur insertion professionnelle : tant pour accéder aux lieux de diffusion, pour obtenir un soutien gouvernemental, que pour interpeller les spectateurs à leurs spectacles.

Dans ce contexte, malgré les projets structurants que je développe pour améliorer les conditions de travail des artistes émergents, je ne trouve encore aucune solution probante à l'amélioration significative de leur rémunération. J'ai beau chercher avec pugnacité du côté du soutien public et du soutien privé, de part et d'autre les solutions sont incomplètes.

La solution est certainement ailleurs que dans les projets de terrain. Elle se situe probablement au niveau de mesures sociales pour contrer la précarité des emplois des artistes. Et je suis persuadé que de telles mesures doivent être mises en place par notre gouvernement.

Cela implique une grande adhésion de nos élus à l'égard de la communauté artistique et une grande détermination pour porter ce dossier à terme. Mais il est certain que la communauté artistique soutiendra et appréciera cette initiative.

Il est essentiel que nous protégeons nos artistes. Il en va de leur dignité.

Mais qui aura le courage de porter ce flambeau ?

#### **Conclusion**

50 ans d'action publique en matière de culture au Québec, ce n'est qu'un début.

En 2011, le Québec peut se féliciter de ses succès et de la reconnaissance qu'il obtient sur la scène internationale, pour son caractère avant-gardiste, tant pour ses politiques culturelles que pour le rayonnement de sa culture et de ses artistes.

Mais la pérennité de ce dynamisme n'est jamais acquise. Il faudra toujours que nous ayons l'audace d'avancer.

Aujourd'hui, il s'agit de faire de la culture le quatrième pilier du développement durable, avec l'Agenda 21, projet d'autant plus stimulant qu'il nous inscrit positivement dans le concert des nations.

Fort bien.

Allons-y.

Allons-y ensemble.

Prenons le temps de penser, en marchant.

Et cherchons là notre Art de vivre.